

Evolution de la gauche : Vers un nouveau contre-pouvoir ?

En signant le traité européen qui engage la Belgique dans l'austérité voulue par l'Europe, les partis au pouvoir auraient-ils réveillé un géant trop longtemps endormi ? Cet acte a largement contribué en tous cas à l'émergence de PTB-go, ralliant de nombreuses voix autour du parti de gauche radicale. Au-delà du résultat électoral à venir, ce réveil lance de solides et peut-être fructueux défis, tant à la gauche « traditionnelle » qu'aux mouvements collectifs.

Les années '90 marquent un tournant pour la gauche. On a souvent dit que la chute du mur de Berlin a en quelque sorte marqué symboliquement l'échec du communisme et signifié, davantage encore, le règne unilatéral de l'économie de marché. D'autres analystes voient dans ce tournant « la fin des idéologies ». Dans les années qui suivent, des acteurs politiques socio-démocrates comme le britannique Tony Blair, l'Allemand Gerard Schroeder ou encore le Belge Frank Vandebroecke font alors le choix de politiques d'inspiration sociale-libérale qui reflète leur volonté d'intégrer le système capitaliste. « Ce cadre admet que la logique de marché est prédominante, parce qu'elle serait plus efficace, explique **Frédéric Ligot**. Il s'agit alors de faire en sorte que tous les individus puissent gagner un minimum. En réalité, il y a de plus en plus d'individus qui y perdent tout ! ». Il cite l'exemple de la réforme du travail mise en place en Allemagne par Schroeder. « Il s'agissait là d'une re-marchandisation du travail consciente, voulue, planifiée, dont nous payons toujours les conséquences ». Les travailleurs allemands en sont les premières victimes¹, bien sûr, mais le fait que nombreux sont les économistes qui la prennent pour modèle dit assez le danger qu'elle représente pour d'autres pays européens. En Belgique, la même logique a conduit à décréter l'activation des travailleurs sans emploi. Ce dispositif toujours en vigueur a été imaginé par Frank Vandebroecke dans le cadre de l'Etat social actif au début des années 2000.

Une gauche qui a renoncé à penser

Les partis traditionnels sont donc désormais pour la plupart inscrits dans cette logique. **Jean Faniel** parle d'une « gauche de gouvernement », qui prend des formes différentes au sein de partis travaillistes, sociaux-démocrates ou socialistes, selon les pays. Ces partis veulent aller au pouvoir et tiennent à y rester. Dans la plupart des cas, ils ont accepté de travailler dans le cadre imposé par les logiques néolibérales. Mais, ce faisant, cette gauche de gouvernement se condamne à n'avoir qu'une marge de manœuvre de plus en plus réduite qui ne lui permet que des corrections à la marge du système. « C'est ce qui a été reproché, notamment par le monde syndical en Wallonie, aux partis qui ont adopté le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire. Et ces partis ressentent ces difficultés jusques et y compris au niveau communal. » (**Jean Faniel**)

Si les uns conclurent qu'il s'agit là d'une victoire déterminante des dogmes libéraux sur la gauche, d'autres fustigent la perte de pensée propre à la gauche. Les partis qui s'en réclamaient n'ont pas seulement été battus mais se sont laissés convaincre voire séduire. **Isabelle Stengers** observe qu'en acceptant de faire confiance aux entreprises et à la croissance, les partis de gauche qui prennent ce tournant se sont mis en situation de dépendance vis-à-vis de ceux qu'ils étaient censés combattre ou, tout au moins, dont ils devaient chercher à limiter les pouvoirs. Pire, ils ont bien souvent adopté la même analyse. « Aujourd'hui, dénonce, **Isabelle Stengers**, la différence entre la gauche [de gouvernement] et la droite n'est qu'une question de sensibilité. Il faut protéger les plus faibles. Il ne s'agit plus de combattre la pauvreté. Le philosophe français Gilles Deleuze disait avec raison que la gauche a besoin que les gens pensent. C'est tout de même un programme plus vaste que de protéger les faibles ! ».



Equipes Populaires

Marco Van Hees, candidat aux Européennes pour le PTB-go

La gouvernance au détriment de la politique

De cette lame de fond à droite et de cette défection à gauche résulte le succès désastreux de la logique TINA chère à Margaret Thatcher, TINA pour « there is no alternative » : il n'y pas d'alternative. L'une des réussites majeures des penseurs néolibéraux est sans doute d'avoir su convaincre que leurs propositions ne sont nullement le résultat d'une idéologie mais un mode de gouvernance dicté par la simple évidence, et face auquel il n'y aurait pas d'alternative crédible. Ainsi la loi du plus fort devient la loi de la logique. Et dans cette logique, il ne serait plus pertinent de faire des choix politiques, il s'agirait seulement de gouverner. « *On n'arrête pas les horloges* », disait le socialiste français Pascal Lamy, qui dirigea un temps l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Autrement dit, l'inéluctable est en marche et ne peut au mieux que le retarder légèrement. **Isabelle Stengers**, donne pour illustrer cet axiome, l'exemple de l'Union européenne qui s'adresse régulièrement à la Belgique pour lui intimer de renoncer au système d'indexation automatique des salaires, puisqu'il n'y a plus qu'elle qui s'y accroche. Ce concept de gouvernance est en fait « la crise absolue du politique ».

Alors que les élections se profilent à l'horizon pour différents échelons de pouvoir, la lecture des programmes politiques des partis traditionnels ne permet pas vraiment de nourrir actuellement de grands espoirs quant à une réorganisation radicale. **Frédéric Ligot** : « *Disons que, pris séparément, on peut saisir dans les programmes des nuances qui tentent d'infléchir plus ou moins fortement la primauté accordée au marché, la tendance à l'accumulation de capital* ». Le secrétaire politique du MOC souligne cependant qu'en Belgique particulièrement, les jeux d'alliance sont si complexes qu'il est difficile d'imaginer si tel ou tel parti, indépendamment des contraintes liées aux rapports de force gouvernementaux, serait réellement en mesure de mettre en œuvre des mesures de rupture.

Mais cette soumission des formations politiques de la gauche traditionnelle aux impératifs du marché et à la



L'égalité, étoile polaire de la gauche

C'est peu dire, surtout en période électorale ponctuée de slogans, que les partis ont perdu de leur lisibilité.

Ces temps-ci, en Belgique, tous semblent s'être mis d'accord par exemple pour faire de la fiscalité leur cheval de bataille. Et l'on ne voit pas très clairement pour autant en quoi les propositions des uns et des autres font vraiment la différence... du moins si le but du jeu est bien de redistribuer les richesses.

Qu'est-ce qui distingue la gauche de la droite ? Quelle carte faut-il emporter pour traverser les territoires qui vont de la gauche extrême à la droite dure ? C'est à un philosophe italien Norberto Bobbio, que nous devons d'avoir dressé cette carte conceptuelle, dans un ouvrage « Droite et gauche » (Paris, Seuil, 1996). Le travail de longue haleine de Norberto Bobbio met en évidence un critère essentiel qui, selon lui, caractérise la gauche et résiste au fil du temps. Et ce critère, c'est celui de l'égalité. Sont égalitaires ceux qui « tout en n'ignorant pas que les hommes sont à la fois égaux et inégaux, mettent l'accent sur tout ce qui rapproche pour permettre une bonne vie en commun ». Et de ce fait ils estiment juste de corriger et réduire ces inégalités. Il est intéressant de noter que Bobbio examine le rapport qu'a cette valeur d'égalité avec une autre valeur tout aussi fondamentale, celle de la liberté. « La » liberté n'existe pas en soi (on ne peut être libre de tout en tout), mais sous forme de libertés particulières : liberté de la presse, liberté d'association... Face à ces libertés, la gauche se demandera dans quelle mesure les personnes peuvent, non pas seulement être libres de faire ou d'être ceci ou cela, mais aussi d'avoir la possibilité d'en jouir d'une façon égale les uns par rapport aux autres. Et si ce n'est pas le cas, des mesures peuvent être prises qui limiteront la liberté des uns pour favoriser la liberté des autres. Par exemple, un gouvernement de gauche pourrait décider de limiter la liberté de fixer librement les prix des loyers, parce que l'on constate que dans la relation bailleur - locataire, le locataire n'a pas le même pouvoir de négociation, du fait de revenus trop faibles et/ou d'un manque de logements disponibles au prix qu'il peut se permettre.

Et c'est là que l'on doit aussi se rappeler que « la carte n'est pas le territoire », comme dit Gabriel Maissin⁽¹⁾. Car si la qualité et l'intérêt du travail de Bobbio sont indéniables et très précieux pour se donner des repères, il faut ajouter l'analyse historique à l'analyse des concepts : autrement dit, l'étoile polaire de l'égalité paraît aujourd'hui noyée dans le brouillard des logiques marchandes et de l'austérité.

1. Gabriel Maissin, Norberto Bobbio : l'Égalité, étoile polaire de la gauche, sur le blog de Politique : <http://politique.eu.org/spip.php?article114>

⇒ conception libérale de la démocratie réduit à peu de chagrin leur capacité d'agir en faveur de la justice sociale. « Au mieux, constate **Frédéric Ligot**, il s'agit de sauvegarder le modèle social au risque de prendre des mesures paradoxales : par exemple en acceptant une dégressivité des allocations de chômage contre un maintien de celles-ci dans le temps ». L'acceptation d'une telle mesure interpelle d'autant plus qu'elle s'attaque fortement aux droits acquis et, de ce fait, pose question sur le plan constitutionnel.

Dans la foulée de la crise financière de 2008, il devient de plus en plus évident que les partis de « gauche réaliste » sont impuissants à corriger, même à la marge, les dégâts du néolibéralisme. Le travail de sape qui mine depuis trente ans la sécurité sociale et les services publics, prend un tour de manivelle supplémentaire avec l'imposition de politiques d'austérité en Union européenne, austérité que les partis au pouvoir ont ratifiée, notamment en Belgique et qui met gravement à mal les modèles sociaux existants au sein de l'Union européenne. Ainsi, « *les impasses de la social-démocratie se confirment ; les alternatives, confusément, convergent* »². Elles trouvent à s'exprimer politiquement à travers des formations qualifiées globalement de « gauche radicale ». (voir encadré)

La démocratie a besoin de contre-pouvoir

Cette gauche radicale comprend donc des partis qui, plus ou moins fortement ou radicalement, entendent rompre avec les cadres économiques européens ou internationaux. **Jean Faniel** observe qu'elle n'entend pas forcément être une gauche de gouvernement. Si elle n'exclut pas nécessairement de participer au pouvoir, cette participation est liée à une série de conditions. Selon les pays, la gauche radicale peut ne représenter quasiment rien ou bien au contraire représenter une force politique relativement importante. C'est le cas par exemple en France, si l'on se réfère au score d'un Jean-Luc Mélenchon lors des élections présidentielles françaises. C'est également vrai pour la formation Die Linke en Allemagne, ou encore pour le parti Syriza en Grèce. La question qui se pose alors est celle de leur influence sur le destin des pays. La gauche radicale représente-t-elle un atout ? Dans quelle mesure peut-elle peser sur le paysage politique, dans le débat démocratique, voire dans les décisions ?

Pour **Jean Faniel**, la gauche radicale n'a pas nécessairement une marge de manœuvre plus importante que la gauche de gouvernement si on regarde l'impact sur le pouvoir. Il n'empêche que si l'on mesure les effets de la gauche radicale à d'autres niveaux, on peut se

dire que parvenir à faire avancer la réflexion vers leurs thèses dans les esprits des citoyens, constitue déjà une victoire en soi. Or manifestement, ces effets sont réels puisque l'on peut observer une progression des formations de gauche radicale. « *La Belgique semble suivre elle aussi cette tendance depuis un ou deux scrutins, même s'il s'agit encore de résultats sur une échelle modeste* ». Cette progression qui s'observe dans plusieurs pays doit toutefois être confrontée à celle d'autres partis, d'extrême droite cette fois. Ainsi, en France, le Front de gauche a engrangé certains succès mais le Front National aussi. Même constat en Grèce où Syriza a connu une percée fulgurante mais sans empêcher la montée du parti néo-nazi Aube dorée.

Un autre impact de la progression des partis de gauche radicale peut s'observer dans la dialectique qui se joue entre eux et la gauche de gouvernement. Dans la mesure où celle-ci se sent aiguillonnée par la progression de ses concurrents, elle peut être amenée à se ressaisir de thèses plus « radicales » pour ramener un électorat auprès d'elle. Mais il y a des limites à ce que peut s'accorder une gauche de gouvernement : « *Même si le PTB remportait 10% des voix, ce n'est pas pour cela que le PS se mettrait à porter le même programme. Mais il pourrait y avoir une influence sur les accents donnés aux thèses socialistes* » note encore **Jean Faniel**.

La force des mouvements collectifs

Frédéric Ligot se montre relativement sceptique sur ce point, observant que ce que l'on voit surtout advenir, ce sont des invectives mutuelles entre partis. En revanche il estime que le réveil de la gauche radicale est un atout important dans le rôle qu'elle peut jouer en termes de débat démocratique : « *On peut espérer que cela suscite la volonté de rediscuter largement de ce que signifie un programme de gauche aujourd'hui, impliquant l'ensemble des organisations qui se disent appartenir à la gauche* ». Cet espoir est présent dans la stratégie politique du MOC qui affiche sa volonté de nouer un dialogue avec ce type de formation politique. L'autre intérêt est évidemment la présence d'une voix alternative à gauche, peut-être un peu plus « radicale » mais capable de faire contrepoids au discours prédominant.

Isabelle Stengers pour sa part, fait partie des personnalités académiques qui ont rejoint le comité de soutien à la formation PTB-go, aux côtés notamment de syndicalistes, du journaliste Hugues Le Paige ou encore du juge honoraire Christian Panier. L'une des raisons de ce ralliement est le fait que les gouvernements régionaux et fédéral ont signé le *Traité euro-*



Manifestation contre le Pacte de stabilité européen et le Traité transatlantique le 19 décembre à Bruxelles.

péen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance qui engagent les Etats membres sur l'âpre voie de l'austérité. « Je pense que le PTB est, parmi les partis de gauche radicale [en Belgique] celui vers lequel se tournent ceux qui veulent que les choses changent. Et les autres partis et les personnes qui ont rejoint PTB-go l'ont fait en se disant que, si beaucoup de choses les séparent, la situation est assez grave pour que ce soit moins important que ce qui rassemble, à savoir l'envie commune de pouvoir dire NON ». Un non à l'austérité qui signifie aussi un oui à d'autres idées comme celle d'une fiscalité juste.

Mais la gauche ne peut exister sur le plan politique si elle ne s'appuie pas sur les mouvements collectifs. « Il n'y aura pas de miracle juste parce que l'on aurait quatre ou cinq députés, remarque **Isabelle Stengers**. Par contre, le lien avec le mouvement syndical, lui, est important ». Elle rappelle que la démocratie repose essentiellement sur l'existence de contre-pouvoirs. Ceux-ci n'ont pas pour seul rôle de faire contrepoids au pouvoir dominant, mais aussi de se donner - et de donner aux citoyens - les moyens d'analyser ce pouvoir et de faire des propositions. « Et les syndicats sont l'un des derniers véritables contre-pouvoirs dont nous disposons ». C'est sans nul doute en cela d'abord que le réveil de la gauche radicale représente une opportunité à saisir : dans un dialogue à construire avec les mouvements sociaux progressistes, capable de préciser les alternatives et de rebâtir un réel contre-pouvoir aux lois du marché.

Christine Steinbach

1. Le fameux « modèle allemand » est notamment basé sur les « mini-jobs » avec des contrats à temps partiel, payés 400 euros par mois, qui permettent aux employeurs d'être exonérés de charges, privent ses bénéficiaires d'assurance maladie et n'ouvrent aucun droit à la retraite ou aux allocations chômage.

2. Philippe Marlière, *Europe : portrait de groupe*, Politique 81, septembre-octobre 2013. Philippe Marlière est professeur de sciences politiques à University College London et co-auteur avec L. Weber et J.-N. Ducange d'un ouvrage intitulé *La Gauche radicale en Europe*, Ed. du Croquant, 2013.

GAUCHE RADICALE OU GAUCHE QUI S'ASSUME ?

Dans un article sur la gauche radicale en Europe publié dans la revue Politique ⁽¹⁾, Philippe Marlière, évoque les mutations qu'ont vécues les partis communistes au lendemain de l'éclatement du bloc soviétique. Les uns conservant l'identité traditionnelle communiste, d'autres intégrant la sensibilité écologiste pour devenir des formations « rouges-vertes » ; d'autres encore, plus rares, se reprofilant au sein de la social-démocratie.

S'agissant des partis de la gauche radicale, Philippe Marlière observe qu'un « anti-capitalisme identitaire » les réunit. Cependant, si ces formations se veulent radicales dans leurs objectifs, elles ne sont plus opposées au système démocratique : « elles acceptent volontiers la démocratie parlementaire et souhaitent opérer des changements radicaux, voire révolutionnaires, par la voie d'élections démocratiques ». C'est pour cette raison que le professeur de sciences politiques estime que les termes « gauche radicale » sont plus appropriés que ceux d'« extrême gauche » : « La gauche radicale est attachée à la défense de l'Etat social. Elle est partisane de l'intervention de la puissance publique dans l'économie, s'oppose aux privatisations des services publics et à la dérégulation de l'économie. Ce sont autant de différences - petites ou majeures - avec la social-démocratie, depuis longtemps acquise à l'économie de marché ».

A bien y regarder, ce programme que décrit Philippe Marlière ne nous paraîtra sans doute pas d'une si grande radicalité. La défense d'un Etat social fort, de services publics, d'une économie régulée... ces thèmes sont largement défendus dans nombre de mouvements sociaux, à commencer par le MOC. Rien d'étonnant si **Frédéric Ligtot** s'interroge pour sa part sur le caractère radical de cette gauche. « Si on lit le livre du président du PTB flamand, Peter Martens intitulé « Comment osent-ils ? », et si ce livre reflète bien la vision politique du PTB, par rapport aux enjeux actuels et aux crises que nous vivons et par rapport à un idéal de société, franchement, je ne vois pas en quoi il s'agit de gauche radicale ! Il s'agit d'une dénonciation aussi fondée que légitime des injustices fiscales crasses qui sont à l'œuvre et que nous dénonçons nous-mêmes au MOC ». L'ouvrage de Peter Martens présente une analyse argumentée du scandale lié à la gestion par la « troïka » (Union européenne, Banque mondiale et Fonds monétaire international) de la crise de 2008 dans les pays du sud de l'Europe, notamment en Grèce. Le dernier chapitre du livre traduit une vision de la société, que l'on peut trouver idéaliste mais certes pas choquante. Pour **Frédéric Ligtot**, elle reflète une vision de gauche, somme toute classique, mais assumée, et sans concession face aux courants néolibéraux.

1. Politique 81, septembre-octobre 2013